

Duplessis et l'idéologie dominante

Richard Desrosiers

Volume 25, numéro 3, décembre 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303093ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303093ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Desrosiers, R. (1971). Duplessis et l'idéologie dominante. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 25(3), 385–388. <https://doi.org/10.7202/303093ar>

NOTES DE RECHERCHE

DUPLESSIS ET SON ÉPOQUE *

I

DUPLESSIS ET L'IDÉOLOGIE DOMINANTE

RICHARD DESROSIERS

Université du Québec
à Montréal

Les témoignages écrits et oraux sur Maurice Duplessis révèlent qu'il a été l'homme de quelques idées imprégnées d'un profond conservatisme. La période d'après-guerre, durant laquelle Maurice Duplessis exerça son emprise politique sur la province de façon indéniable, vit s'accroître l'écart séparant l'évolution sociale et économique du milieu (industrialisation, technologie, urbanisation, prolétarisation) et l'idéologie du chef de l'Union Nationale (idées, valeurs, symboles, motivations, attitudes).

Une recherche se proposant d'expliquer la durée et l'emprise réelle d'un Maurice Duplessis "en contradiction avec son époque" devrait tenir compte des facteurs importants suivants: la classe sociale dominante et l'idéologie dominante canadiennes-françaises.

L'idéologie de Maurice Duplessis était en stricte conformité avec l'idéologie dominante, l'idéologie de la classe dominante canadienne-française. Le fondateur de l'Union Nationale n'a pas imposé ses idées, son échelle de valeurs. Il demeura, une longue partie de son "règne", le véhicule, l'interprète, le dernier peut-être mais tout de même le plus fidèle, de l'idéologie dominante canadienne-française qui s'avérait incapable et refusait même de s'adapter à l'évolution infrastructurelle du Québec. Ce n'est pas l'idéologie de Maurice Duplessis qui fait, seule, figure d'anachronisme, c'est celle de toute la classe dominante canadienne-française. En s'appuyant sur celle-ci, le fondateur de l'Union Nationale put et, par conséquent, sut garder le pouvoir

* Résumé des exposés présentés lors du colloque de l'Institut d'Histoire de l'Amérique française, tenu le 1er mai 1971, à Trois-Rivières.

pendant une très longue période et contre toute attente. Il faudra que se produise un changement dans la classe dominante canadienne-française et que soit renouvelée l'idéologie dominante pour que la société puisse enfin se doter, au tournant des années '60, d'un pouvoir politique mieux adapté.

Une recherche axée sur le facteur idéologique devrait s'organiser de la façon suivante: dans un premier temps, cerner l'idéologie de Maurice Duplessis pour l'analyser systématiquement et pour repérer les thèmes essentiels, les concepts clefs et les valeurs sous-tendues; dans un second temps, vérifier à quoi correspondent, chez les autres composantes de la classe dominante canadienne-française au Québec (tels les opposants politiques, i.e. les libéraux et les quelques "ténors" indépendants, les "élites" nationalistes "traditionnelles", le clergé et les porte-parole du syndicalisme ouvrier et agricole), ces thèmes, ces concepts et ces valeurs repérés chez Duplessis, pour établir, dans un troisième temps, les corrélations entre l'idéologie de Duplessis et celle de la classe dominante canadienne-française et ainsi confirmer l'hypothèse énoncée.

Nous inscrivant dans le premier temps d'une telle démarche, nous avons tenté, dans un travail récent¹, de cerner de façon précise l'idéologie de Maurice Duplessis (par une analyse du contenu des discours, conférences de presses et interventions en Chambre de l'ancien premier ministre, tels que rapportés par le quotidien montréalais *Le Devoir*, sur une période de dix ans), pour démontrer comment celle-ci s'insère parfaitement dans le cadre de l'idéologie dominante telle que décrite par les études historiques déjà existantes. Voici, en résumé, les principales conclusions qui se dégagent de l'analyse de l'idéologie de Maurice Duplessis.

La vision du monde chez le fondateur de l'Union Nationale est celle d'un monde statique, d'un univers régi par des principes tenus pour immuables et éternels. Tout changement devient impossible et même impensable car l'ordre s'inscrit dans la nature. Seuls le respect de l'autorité et le maintien de la stabilité assurent le bonheur. Aussi, il faut combattre les théories "nouvelles" comme le socialisme et l'étatisme. Les structures sociales ne peuvent changer et l'Etat ne se voit confier aucun rôle dynamique dans la société (si ce n'est de réprimer les abus et

¹ Richard Desrosiers, *L'idéologie de Maurice Duplessis: 1946-1955*. Thèse de M.A. (Sciences politiques), Université de Montréal, 1971, VIII-241 p.

maintenir l'ordre et la "paix sociale"). Chacun doit respecter la place que la Providence lui a assignée et travailler à l'intérieur de ce cadre. Avec l'ordre, l'immobilisme social et politique s'érige en principe.

Sur le plan politique, la conception que se fait Duplessis du parti s'avère également tout aussi tronquée. Le chef de l'Union Nationale nie que la lutte politique soit un conflit d'intérêt pour la conquête du pouvoir étatique, dans son essence même, et considère l'Etat québécois, en dehors de toute discussion constitutionnelle, comme un instrument de préservation du clan ou de la "corporation" des Canadiens français, qui s'administre comme une entreprise familiale et où le favoritisme fait partie des règles du jeu.

Sur le plan économique, Duplessis ne formule aucune politique particulière. Certes, il favorise le développement de la province, mais il l'abandonne aux mains de l'entreprise privée, en l'occurrence, les investisseurs américains. C'est le laisser-faire total. Point question de planification, même indicative, ni d'investissements publics ou d'autres mesures impliquant la moindre intervention de l'Etat dans l'activité économique. Face aux problèmes qu'engendrent pour l'économie du Québec les investissements étrangers et face au danger d'une mainmise américaine sur nos industries, Duplessis n'affecte même pas un élémentaire réflexe de prudence. Au contraire, il favorise une politique de concessions de grandes étendues de terres de la couronne, riches en forêts, en mines ou en cours d'eau, à des prix avantageux pour les investisseurs, de "royautés" maintenues à un taux nominal et de commutations de taxes, alors qu'il s'oppose au projet de la création au Québec d'une industrie sidérurgique, formulé par ceux qui réclamaient du gouvernement une action vigoureuse dans le domaine de l'industrie secondaire. En fait, le fondateur de l'U.N. assiste passivement au développement industriel d'après-guerre et on peut se demander si une telle attitude ne cache pas une complète incompréhension, voire un refus de ce phénomène. Héritier d'une logique tradition agriculturiste, entré dans la vie politique à la veille de la crise, et croyant comme bien d'autres à la nécessité d'un retour à la terre pour y échapper, Maurice Duplessis reste au fond persuadé que l'agriculture demeure le pilier sur lequel doit s'édifier la société canadienne-française. Cette conception lui paraît d'autant plus chère que l'Union Nationale fonde les assises de son pouvoir dans les régions rurales. Ainsi ne peut-il se préoccuper autrement qu'il le fait de la vie économique de la province ni formuler de véritables

politiques de développement en termes de planification pour doter le Québec d'une économie équilibrée.

Les principes éternels et immuables d'ordre et de "changement impossible" dictent, sur le plan social, l'observance de la grande loi "divine" du travail et l'opposition aux théories socialisantes. Ils enseignent, en effet, que chacun doit travailler dans la sphère où la Providence l'a placé et qu'il ne saurait y avoir de luttes de classes. Duplessis ne nie pas l'existence des classes sociales mais il réproouve toute forme d'égalitarisme. L'immobilité sociale est érigée en principe et devient gage de prospérité et de progrès. Aussi la compréhension et la bonne entente doivent-elles marquer les relations du travail afin d'assurer la paix industrielle nécessaire au capital pour réaliser le développement économique. Le syndicalisme et le droit de grève perdent alors tout leur sens. Le fondateur de l'U.N. ne perçoit ni ne comprend les implications sociales du développement industriel. La tâche de résoudre les problèmes de bien-être, de sécurité sociale, de santé et d'éducation revient à l'individu — non à l'Etat — et s'appuie sur la charité et la philanthropie. La justice redistributive, l'accessibilité de tous à la santé, à l'éducation, demeurent des théories fallacieuses, impensables et impraticables. En fait, Duplessis nie l'existence des problèmes sociaux, symboles de l'avènement de la société industrielle et on peut se demander si ce n'est pas le phénomène industriel lui-même qu'il refuse ainsi de reconnaître. Et quand un problème devient trop aigu, trop évident, Duplessis a toujours un faux-fuyant: la lutte pour l'autonomie.

L'identité nationale prend uniquement ses racines dans les traditions ancestrales, la langue française et la foi catholique. Duplessis parle en terme de race canadienne-française et prêche l'union, la cohésion et la solidarité dans la lutte pour l'autonomie de la province. Son objectif est d'assurer la survivance. La confédération de 1867 semble permettre cette survivance pour autant qu'elle ne tourne pas à la centralisation. Duplessis accepte ainsi la provincialisation du Québec et des Canadiens français pour autant que les éléments considérés essentiels à la nation pour survivre (i.e. les traditions, la langue et la foi) soient sauvegardés. La lutte pour l'autonomie apparaît comme une lutte pour le statu quo fédératif et procède d'un nationalisme rétrograde et traditionaliste.

Le conservatisme baigne ainsi toute l'idéologie de Maurice Duplessis.